

ANTICAPITALISTES !

Mensuel du **Nouveau Parti Anticapitaliste de Gironde**



**Contester le
paradis des riches,
une lutte
sociale et politique**



Lisez la presse anticapitaliste

Abonnez-vous

L'HEBDO



LE MENSUEL



à

L'Anticapitaliste

Notre presse n'est financée par aucune publicité et nos moyens financiers sont très limités...

C'est pourquoi le nombre d'abonné-e-s est décisif pour des journaux militants comme les nôtres qui vivent sans pub, sans subvention.

Les abonnements à l'hebdomadaire proposés (par prélèvement ou par chèque) permettent, si vous le souhaitez, de le coupler avec un abonnement à la revue mensuelle.

Voir les tarifs ci-dessous.

**Abonnez-vous,
abonnez vos amis !**

L'Anticapitaliste

Pour découvrir
notre presse, profitez de
notre promotion d'essai :

**10€ = 3 MOIS
D'HEBDO**
ainsi qu'un numéro cadeau
de notre revue mensuelle

Paiement par chèque à l'ordre de N.S.P.A.C.

Entourer la formule choisie dans le tableau ci-contre, compléter le formulaire ci-après et envoyez les avec votre chèque à :

N.S.P.A.C. - 2, rue Richard Lenoir - 93100 MONTREUIL

Nom : _____ Prénom : _____

Apt, Esc, Bat : _____

N° : _____ Rue : _____

Code postal : _____ Ville : _____

TARIFS DES ABONNEMENTS	France et DOM-TOM	
	6 mois	1 an
L'hebdo L'Anticapitaliste	28 €	56 €
L'hebdo et la revue mensuelle	50 €	100 €
Tarif jeunes, chômeurs, précaires à l'hebdo	20 €	40 €
Tarif jeunes, chômeurs, précaires à l'hebdo et la revue mensuelle	38 €	76 €
Abonnement à la revue mensuelle	22 €	44 €

Abonnez-vous

ANTICAPITALISTES !

CPPA : 1014 P 11511 - ISSN : 2430-4867

Directeur de publication : François Minvielle

NPA33 - 99 rue Camille Sauvageau - 33800 BORDEAUX
07 83 64 43 49

Imprimerie : Copy Média - Parc d'activité du Courneau
23, Av. de Guitayne - 33610 CANEJAN

à **ANTICAPITALISTES !** le mensuel du NPA 33

Tarifs d'abonnement : 15 € (10 n° auprès des comités)
20 € (10 n° + frais d'envoi postal)
30 € (10 n°, tarif «soutien» avec envoi postal)

Par chèque à l'ordre de Monica Casanova, en précisant :

Nom : _____ Prénom : _____ E-mail : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

SOMMAIRE

Edito p.3

Nos vies, pas leurs profits p.4-5

- Monnaie : nouveau recul imposé à la direction
- Cantines de Bordeaux : mobilisées pour nos conditions de travail
- Ford Blanquefort, une victoire judiciaire pour relancer la mobilisation ?
- Non aux suppressions d'emploi à la SNCF

Logement p.6-8

- Se loger à Bordeaux Métropole, une gageure
- La Fab
- A Bègle et ailleurs, expulsions en série à la veille de la trêve hivernale
- Formanoir Pessac : derrière la rénovation urbaine, l'attaque contre le logement social
- Etudiants sans logement, marins d'eau douce
- Incident immobilier à la centrale de Braud !

Leur société p.9

- La privatisation à la poubelle !
- Bulletin de santé encourageant
- Handicap et accessibilité : ça traîne toujours

Internationalisme p.10

- Michel Warschawski à Talence
- Lannemezan : libération de GI Abdallah !

Actualité locale p.11-12

- Réunion débat à Science Po Bordeaux
- A l'Utopia, autour du film Le jeune Karl Marx
- E. Philippe et son « patron » Juppé...
- V. Calmels ou « l'ambition heureuse »

Transports p.13

- Assises nationales de la mobilité : au point mort
- Tribune de AC! Gironde

NPA p.14

- Une fête sous le signe de la révolution

A lire p.14-15

- *Che Guevara, ombres et lumières d'un révolutionnaire*, de Samuel Farber
- *La bête qui sommeille*, de Don Tracy
- *Petrograd rouge*, de Stephen A. Smith

Féministe p.16

- Entretien avec des militantes de Memorarte
- 25 nov. contre les violences faites aux femmes

Contester le paradis des riches, une lutte sociale et politique

L'affaire des « Paradise Papers » met au grand jour une partie de la dissimulation permanente organisée par les riches de la planète, plus de 350 milliards d'euros placés dans des paradis fiscaux, soit plus que le budget de l'Etat français. Des « *évasions fiscales* » qui s'ajoutent à bien d'autres. L'an dernier, c'étaient les « Panama Papers » qui révélaient comment des paradis fiscaux servaient au blanchiment d'argent. Cette fois, c'est « *en toute légalité* » que ces capitaux sont soustraits au contrôle des Etats, et même avec leur complicité, puisqu'ils permettent tous cette « *optimisation fiscale* »... Les noms de nombreux dirigeants sont impliqués : la Reine d'Angleterre, des proches du 1^{er} ministre canadien, de Trump, des dirigeants de multinationales et des grandes fortunes d'Europe, de France...

L'affaire donne tout son sens aux « *premiers de cordées* » de Macron... cette fable qui prétend que les riches tirent les autres vers le haut. Ils ne font que se servir, et ils ont le culot de dire que l'éducation et la santé coûtent trop cher, que l'Etat doit supprimer des emplois de fonctionnaires, qu'il faut en finir avec l'assistanat des chômeurs, qu'il faut faciliter les licenciements...

Les « Paradise Papers » révèlent à quel point le capitalisme est le paradis des riches, un système parasitaire pour aspirer les richesses produites par les travailleurs par mille canaux, la dissimulation fiscale, les cadeaux de l'Etat, la dette, la spéculation, et plus profondément, l'exploitation du travail des salariés.

Contester ce système

Face à l'ampleur de l'offensive patronale, les confédérations syndicales appellent à une nouvelle journée d'action le 16 novembre. Mais ces journées isolées ne suffiront pas, chacun le sait. Les confédérations sont désarçonnées, incapables de rompre avec la politique du « dialogue social » qu'elles mènent depuis des décennies. Pour elles, les journées d'action



ne servent qu'à essayer de négocier. Mais face à un pouvoir qui ne négocie plus... c'est l'impasse.

En participant, à la journée de grève du 16 novembre, nous pourrions dire notre colère et affirmer la nécessité de la convergence des luttes, renforcer les liens entre tous ceux qui veulent engager une lutte résolue contre le gouvernement et le patronat, rassemblant les salariés du privé et du public, les chômeurs, les retraités et la jeunesse.

Contre les agressions de Macron et du patronat, chaque bataille est une lutte politique pour leur répondre pied à pied. Répondre à la morale de la réussite individuelle et du fric par celle du progrès collectif pour tous les travailleurs. Contre le racisme, les mesures contre les migrants, le repli national, défendre la solidarité internationale et l'ouverture des frontières.

Contre les reculs imposés par le capital, la seule réponse viendra de nos luttes et de notre capacité à faire le lien entre nos luttes d'aujourd'hui et le projet d'une société débarrassée de l'exploitation et des oppressions, un socialisme démocratique, un communisme dirigé par les travailleurs eux-mêmes.

Nos vies, pas leurs profits

Monnaie de Pessac - Nouveau recul imposé à la direction sur un licenciement

Un an après la lutte contre le licenciement illégal d'un ouvrier d'Etat à la Monnaie, où l'on avait imposé la reprise de notre camarade après neuf jours de grève, la direction vient de tenter de remettre ça avec un salarié contractuel. Rien que la méthode éclaire le fond : le jour de son départ en congé, ce collègue du service qualité apprend par son chef de service qu'il doit passer au service RH juste avant de débaucher... sans rien lui dire sur la nature de l'entretien ! Là, il apprend qu'il est convoqué, à son retour de congé, à un entretien préalable à licenciement pour motif « *d'insuffisance professionnelle* » ! Rapidement, la nouvelle a scandalisé dans l'usine. Parmi les ouvriers qui s'étaient battus l'an dernier, un bon noyau disait clairement qu'il fallait faire la même chose, en dénonçant : « *et demain, à qui le tour !* ». Cela a donné confiance à beaucoup de contractuels, parfois récents dans l'usine, qui ont dit qu'ils étaient prêts à faire grève. Dans les discussions, beaucoup revenaient sur la loi Travail, la banalisation des licenciements aujourd'hui et la facilité avec laquelle un chef de service peut jeter un salarié à la rue.

En plus, dans cette affaire, tout le monde a le sentiment que la direction de Pessac cherche un « lampiste » pour tenter de se dédouaner des problèmes qui se multiplient. Depuis des années, celle-ci ne remplace que très peu les départs à la retraite d'ouvriers. Par contre, elle dépense sans compter dans les experts en « management » censés nous expliquer comment travailler. Au final, de réels savoir-faire s'en vont, des tâches ne se font plus, en particulier dans le contrôle et surtout tout se

fait dans l'urgence. Pas étonnant que les dysfonctionnements deviennent la règle. Après, il est facile d'accuser un salarié en le rendant responsable des problèmes de qualité !

Toute cette situation pèse en ce moment et pas seulement parmi les ouvriers. La petite maîtrise et une bonne partie des chefs d'atelier en ont assez et ont voulu le dire, d'autant que dans ce service qualité, un certain nombre d'entre eux ont déjà été sanctionnés ou mutés. Du coup, pour la première fois depuis longtemps, la CGT côté ouvriers et l'UGICT avec FO côté cadres et agents de maîtrise, ont appelé à la grève pour le jeudi 26 octobre, jour prévu de l'entretien préalable à licenciement du collègue.

Une fois les préavis envoyés, la direction centrale de Paris a décidé de reculer l'entretien au 15 novembre, sous la direction du DRH central et non de celui de Pessac. Malgré cette annonce surprise, tout le monde a décidé de maintenir la grève, contre le licenciement et pour dénoncer la situation sur l'usine. Du coup, la veille de la grève, notre collègue recevait l'annulation officielle de la procédure de licenciement avec maintien d'un entretien avec le DRH le 15 novembre.

Le lendemain à l'AG, nous étions nombreux et évidemment très contents, devant l'usine paralysée. Même si nous restons vigilants, c'est un recul important de la direction qui prouve qu'on peut les faire céder, par notre solidarité et notre force collective.

Laurent Delage

Cantines de Bordeaux - Mobilisées pour nos conditions de travail

Mardi 26 septembre, nous nous sommes retrouvés-e-s entre 12 et 14h à environ 500 devant la mairie de Bordeaux pour défendre nos conditions de travail à l'appel de la CGT, FO et CFDT. ATSEM, agents techniques des écoles, il y avait de l'ambiance avec nos chansons et nos slogans.

Nous avons fait grève deux heures par jour les lundi 25 et mardi 26 à l'interclasse au moment des repas et dans quasiment toutes les écoles de Bordeaux, il n'y a pas eu de cantine.

Les assiettes qu'on avait depuis plusieurs années étaient en porcelaine, très lourdes, particulièrement pour celles qui étaient à la plonge et leur manipulation faisait beaucoup de bruit. Les agents étaient obligés de s'arrêter à cause de mal au dos et aux épaules. Les syndicats ont revendiqué du matériel moins lourd pour les agents, suite à quoi des assiettes en plastique ont remplacé celles en porcelaine. Des parents ont fait alors une pétition auprès de la mairie contre ces assiettes en plastique, craignant la présence de Bisphénol A, un perturbateur endocrinien. Des analyses ont été faites par deux labora-



toires mais les résultats ne nous ont pas été communiqués. Toujours est-il que la mairie avait décidé de façon unilatérale de revenir aux assiettes en porcelaine. Ce que nous ne voulons pas.

Ce que nous voulons, ce sont des assiettes légères si elles sont en porcelaine. Pour le moment, il y a toujours celles en plastique et nous sommes bien décidées à nous remobiliser si une solution n'est pas trouvée.

Correspondante

Nos vies, pas leurs profits

Ford Blanquefort - Une victoire judiciaire pour relancer la mobilisation ?

Le Comité de suivi du 23 octobre n'a débouché sur aucune avancée. Nos emplois sont clairement menacés. Ford fait comme si de rien n'était et les pouvoirs publics assistent en spectateurs à une catastrophe sociale presque annoncée. Les collègues écœurés et inquiets ont pour la plupart bien conscience qu'on se fait baratiner.

Malgré tout, à l'appel de l'équipe militante CGT qui essaie aussi d'entraîner une intersyndicale attentiste, nous nous sommes retrouvés à 150 manifestants, dont un bon tiers d'autres entreprises et syndicats venus en soutien, devant la préfecture pendant le Comité de suivi.

C'est dans ce contexte que le 2 novembre, le tribunal a donné raison au syndicat en condamnant Ford à respecter son engagement à maintenir au moins 1000 emplois, même si on

n'osait y croire. Ford est donc condamné à revenir aux 1000 emplois au 1er janvier 2018. Une victoire pour nous, même si nous voyons mal comment la justice va imposer à une multinationale d'embaucher. Mais de fait c'est une victoire qui met la pression sur les pouvoirs publics qui n'avaient pas fait grand-chose jusque-là et sur Ford prise en flagrant délit de mensonge et d'utilisation d'aides publiques (plus de 40 millions d'euros) sans maintien des emplois en retour.

Surtout cela peut redonner confiance du côté des salariés parce que cette décision de justice apporte de la légitimité à la bataille des emplois, au moment où la contestation prend forme. Depuis le 23 octobre, nous avons débrayé 3 fois, avec notamment des assemblées générales où les prises de paroles ont été nombreuses. Certains ont rappelé 2008, les

manifs sur Bordeaux, devant les concessions Ford et le blocage de l'entreprise. Les autres organisations syndicales ont été interpellées « *il faut y aller* »... « *Il faut bloquer les fours c'est le moment ils ont besoin de pièces* », « *aller rendre visite à nos camarades de GFT* ». Bref, des AG vivantes qui ont mobilisé environ 120 salariés. C'est peu mais à la fois important, un mouvement se reconstruit.

Correspondants



Rassemblement du 23 octobre devant la Préfecture

Non aux suppressions d'emplois à la SNCF !

Après les manifestations du 19 octobre, appelée par la CGT, et du 28 à l'appel de CGT, SUD et CFDT, les cheminots ont manifesté contre les suppressions d'emplois. En effet, la direction vient d'annoncer que deux agences vont fermer : celle de la rue Sainte-Catherine et celle de la gare de Caudéran-Mérignac (dernier point de vente avec agents dans le secteur nord-ouest de la Métropole), soit une quinzaine de suppressions de postes en tout. Cela après l'an dernier, la fermeture de celle de Mériadeck et avant, celles de Talence et de Carrefour Lormont (la seule de la Rive droite).

La direction invoque bien sûr le recours de plus en plus au numérique, les achats de billets sur Internet... mais aussi la nécessité de dégager des moyens pour équiper les TGV du WiFi... Il serait même question d'après la CGT d'un plan plus vaste qui verrait disparaître la quinzaine de guichets de la gare de Bordeaux d'ici deux ans pour les remplacer par des agents d'accueil mobiles équipés de tablettes autour des bornes à billets !

La direction a le même mépris pour les cheminots que pour ceux qui ne savent ou ne peuvent se servir d'internet ou qui n'ont pas de carte bancaire, des plus démunis... ou ceux qui ont simplement besoin d'informations pour un problème précis. Avec ces fermetures, c'est donc le service public de proximité qui disparaît.

Depuis un an et demi, il y a eu 25 postes perdus à l'accueil, 35 chez les contrôleurs et 40 au technicentre chargé de l'entretien, soit une centaine de postes à Bordeaux. Auxquels il faut ajouter 33 suppressions de postes avec la menace de fermeture du triage de Hourcade. Au technicentre de Saintes 135 postes et à Périgueux 30 postes (après 60 supprimés l'an dernier) sont aussi menacés.

Tout cela fait partie d'une politique globale d'économies. Le groupe SNCF refait des profits depuis 2016... On voit bien comment !

Correspondance

Un logement décent et accessible pour tous !

Se loger à Bordeaux et sur la Métropole, une gageure

Les difficultés explosent dans toute l'agglomération bordelaise. De Lormont à Pessac, Bègles ou Saint-Michel, quand on est travailleur-se qui plus est précaire, à la recherche d'un emploi, étudiant-e ou a fortiori migrant-e, trouver un appartement même très modeste devient de plus en plus difficile.

L'agglomération bordelaise compte aujourd'hui 33 bidonvilles dans lesquels survivent 800 personnes. Comme dans toutes les grandes villes, le 115, numéro d'urgence pour les personnes sans hébergement, est incapable de répondre à la demande.

Les listes d'attente pour les logements dits « sociaux » sont tellement longues que ceux qui remplissent des demandes savent qu'ils ont bien peu de chance d'obtenir un logement HLM avant de nombreuses années.

Dans Bordeaux, ville classée Unesco, trouver un logement bon marché est devenu mission impossible. Le manque cruel de logements sociaux, les loyers qui flambent dans le parc privé du fait de la pénurie, laissent des milliers de personnes sans solution tandis qu'à côté se construisent ou s'installent des hôtels de luxe.



La campagne démagogique et pour le moins déplacée de Juppé, s'en prenant à ceux qui dénoncent l'exclusion des pauvres du centre ville, en particulier à Saint-Michel, ne fait que souligner son cynisme et la volonté de la ville d'écarter les pauvres d'un des derniers quartiers populaires de Bordeaux, cherchant à attirer et satisfaire ceux qui peuvent payer...

Les quelques exemples qui suivent illustrent à quel point il est urgent d'imposer la construction en masse, par des organismes publics, de logements de qualité, à bas loyers pour assurer à tous un logement décent et accessible. En commençant par la réquisition des logements et bâtiments vides pour pallier la première urgence !

La Fab

La « Fabrique Bordeaux Métropole » est une société anonyme dont les actionnaires, tous publics, sont la Métropole et l'ensemble des communes qui la composent... son bureau est composé d'élus LR et PS. Elle a été créée en 2012 pour piloter le projet de construction de 50 000 logements à proximité du tramway. C'est elle qui est chargée de juger de « l'opportunité du lancement d'opérations d'aménagement, de décider de leurs modalités de réalisation (juridiques et financières), de préciser les conditions d'engagement de la phase opérationnelle »... et, au passage, de faire place nette sur les terrains convoités, quelles qu'en soient les conséquences humaines !

Cynisme et brutalité : à Bègles et ailleurs, expulsions en série à la veille de la trêve hivernale

Le 1^{er} novembre, la presse s'est largement fait l'écho du début de la « trêve hivernale » qui interdit toute expulsion entre le 1^{er} novembre et le 31 mars suivant. Pour la première fois cette année, les expulsions sont également devenues illégales dans les campements et les squats.

Mais de Marseille à Montreuil en passant par Perpignan, Lyon... les démantèlements se sont multipliés les derniers jours d'octobre, jusqu'au mardi 31, veille de la trêve !

Ce jour là, à Bègles, police et tractopelle ont détruit le plus important bidonville de l'agglomération bordelaise, à proximité de la station

Vaclav Havel. Les 80 personnes d'origine bulgare et albanaise, dont des familles avec enfants, qui vivaient depuis plusieurs mois sur le terrain d'une ancienne concession automobile désaffectée ont été évacuées manu militari sur demande du nouveau propriétaire... qui n'est autre que la Fabrique de Bordeaux-Métropole (voir ci-contre).

Le motif qui rendrait si urgent de jeter des familles (dont de jeunes enfants) à la rue aux portes de l'hiver ? Un nébuleux futur projet immobilier... qui n'est pas près de démarrer. Citée par le journal *Sud Ouest*, une infirmière de Médecins du monde témoigne « Nous

suivons ce campement depuis des mois, en lien avec différents acteurs, comme la Métropole. Aujourd'hui, nous venons pour faire un point. Nous avons vu que le nombre de caravanes avait augmenté, ce qui signifiait qu'il y avait de nouveaux besoins de santé. Et là, on découvre cette expulsion... ».

Une expulsion d'autant plus révoltante que la décision de justice qui l'autorisait a été délivrée le... 28 septembre 2016, il y a plus d'un an !

Quatre jours plus tôt, ce sont des familles roumaines et bulgares qui ont été expulsées de maisons qu'elles occupaient depuis deux à trois ans. Parmi eux, un nouveau-né et une femme sur le point d'accoucher. Et afin d'être sûrs que ces familles ne pourraient pas se remettre à l'abri au même endroit, les propriétaires ont fait détruire les maisons le jour même !

Isabelle Ufferte

Formanoir-Pessac. Derrière la rénovation urbaine, l'attaque contre le logement social

Sur le quartier populaire de Formanoir, plusieurs tours sont menacées de démolition (voir *Anticapitalistes !* n°75).

Bien sûr, le maire affirme que ce n'est, pour l'instant, qu'un projet et que des réunions de concertation auront lieu. Mais on a pu voir, avec la brutale démolition dans le quartier d'une vieille maison mauresque il y a peu, au mépris des protestations de nombreux habitants, quel genre de « concertation » pratique ce maire.

l'école voisine, demande 1000 m² pour construire un hôtel pour ses clients...

Cette belle « coulée verte » pourrait causer la démolition d'au moins trois tours et l'expulsion de 340 familles.

Que deviendront les familles dont le logement est menacé de destruction ? Seront-elles relogées ? Où et à quel prix ? Mystère. Le maire reste très vague dans ses réponses. Lors du dernier Conseil municipal, il a concédé que tous seraient relogés sur Pessac.

Son argument principal, c'est la pauvreté et la ghettoïsation du quartier : « *Formanoir* » dit-il, « fait partie des 1300 quartiers les plus pauvres de France ; 45% des jeunes de moins de 25 ans y sont au chômage ».

Sa solution : envoyer les pauvres plus loin !

Un adjoint au maire, lors d'une réunion des habitants, s'est appuyé sur la dé-

tifs dans les immeubles bas de la Cité, ce sont à présent plus de 300 autres logements sociaux locatifs qui risquent de disparaître. Une véritable hémorragie du logement social !

Feu sur le logement social

Cette politique, à Pessac, s'inscrit dans les mesures que vient d'annoncer Macron : après la baisse des APL de 5€, l'Assemblée vient de voter la baisse des loyers dans le parc social et la baisse équivalente des APL. Etalée sur trois ans, elle sera de 800 millions d'euros en 2018, 1,2 milliard en 2019 puis 1,5 milliard par an à partir de 2020. Avec des conséquences immédiates pour les habitants : les organismes HLM annoncent déjà un gel des constructions et des rénovations.

En même temps, le gouvernement veut imposer le regroupement de tous les bailleurs sociaux - plusieurs dizaines - en seulement 10 bailleurs sociaux. Les moins riches et souvent les plus proches de la population vont disparaître. Et ce n'est qu'une première étape puisque, ce qui est envisagé c'est de maintenir seulement 3 bailleurs sociaux, qui deviendraient les interlocuteurs privilégiés du gouvernement.

Domofrance qui est un des plus gros se frotte les mains et les négociations vont bon train.

Les gouvernements successifs ont saboté les anciens organismes HLM, Macron veut donner le dernier coup : quelques bailleurs partenaires des gouvernements, de moins en moins sociaux et de plus en plus entreprises capitalistes.

Gérard Barthélémy



Le cabinet Ellipse, chargé du projet de « réhabilitation » du quartier a publié un document-diagnostic détaillé : Il s'agirait d'établir une « coulée verte » qui relirait le Campus universitaire à Bougnard et au Pontet, deux quartiers voisins. Cette coulée verte, espace à la fois de nature et de circulation (piétons, voitures) passerait en plein milieu de notre quartier et offrirait l'opportunité de nouveaux commerces. On apprend aussi que la clinique Saint Martin, toute proche, enclavée entre la cité et l'autoroute et qui avait un temps des vues sur le terrain de

nonciation par les présents du manque d'hygiène et du délabrement pour dire que ça justifie bien une démolition ! Comme si la municipalité, comme si Domofrance, n'étaient pour rien dans le délabrement, l'abandon d'entretien de nos tours depuis des dizaines d'années ! Pourtant, l'enquête réalisée par la CNL sur le quartier montre que, majoritairement, ceux qui se sont exprimés disent « *Non à la démolition. Oui à la réhabilitation* ».

Après la vente à des propriétaires privés de dizaines de logements sociaux loca-

En 1872, Friedrich Engels écrivait, dans *La question du logement*, à propos de la volonté de la bourgeoisie « d'ouvrir des brèches dans les arrondissements ouvriers, surtout dans ceux situés au centre de nos grandes villes, que ceci réponde à un souci de la santé publique, à un désir d'embellissement, à une demande de grands locaux commerciaux dans le centre, ou aux exigences de la circulation — pose d'installations ferroviaires, rues, etc. Quel qu'en soit le motif, le résultat est partout le même : les ruelles et les impasses les plus scandaleuses disparaissent et la bourgeoisie se glorifie hautement de cet immense succès — mais ruelles et impasses resurgissent aussitôt ailleurs et souvent dans le voisinage immédiat [...]

Les foyers d'épidémies, les caves les plus immondes, dans lesquelles nuit après nuit le mode de production capitaliste enferme nos travailleurs, ne sont pas éliminés, mais seulement... déplacés ! La même nécessité économique les fait naître ici comme là. Et aussi longtemps que subsistera le mode de production capitaliste, ce sera folie de vouloir résoudre isolément la question du logement ou tout autre question sociale concernant le sort de l'ouvrier. La solution réside dans l'abolition de ce mode de production, dans l'appropriation par la classe ouvrière elle-même de tous les moyens de production et d'existence ».



Etudiants sans logement... et marin d'eau douce

D'après le syndicat étudiant UNEF qui mène actuellement une campagne pour sensibiliser à cette question, entre 500 et 1000 étudiant-e-s bordelais-es n'ont actuellement pas de solution d'hébergement.

De quoi donner des idées à un élu départemental PS qui a voulu apporter sa pièce à l'édifice et a proposé à Juppé : « *Nous avons au bassin à flot N°1, un grand paquebot fluvial, le "River Chan-son" qui [...] n'assurant plus aucune croisière jusqu'en 2019 coûte à son armateur : de l'énergie, un équipage permanent de deux personnes (capitaine et officier mécanicien, un droit de port, etc...). Aussi je vous sou mets l'idée de proposer à l'armateur de louer le bateau au prix coûtant pour que votre collectivité, ou le mandataire désigné par celle-ci puisse louer les 44 cabines à des étudiants* »

Il n'a pas dû y penser, mais « *nous avons* » aussi quelques hôtels de luxe avec de confortables suites, Grand hôtel et autres, sans compter les bâtiments d'Euratlantique qui sortent de terre pour clientèle aisée... dont un hôtel Hilton...

I.U.

Incident immobilier à la centrale de Braud !

La direction d'EDF a fait construire 150 pavillons sur plusieurs communes autour de sa centrale nucléaire de Braud St Louis pour y loger ses salariés. Mais voilà : la majorité des maisons de ce programme immobilier lancé il y a deux ans restent vides car les salariés préfèrent habiter loin du cœur nucléaire de leur travail.

Pour le promoteur immobilier Bouygues qui a construit ces pavillons il n'y a pas de soucis puisque EDF lui verse les 800 euros par mois pour chaque maison inhabitée.

En attendant, ce « scandale » a fait pas mal de bruit sachant le grave problème de manque de logements.

Plusieurs élus des communes concernées demandent qu'EDF fasse appel à des bailleurs sociaux pour s'occuper de ces maisons « ... *qui pourraient faire rêver pas mal des gens qui galèrent pour trouver des logements dans la région* » dit le maire de Braud.

D'ailleurs, sur les vingt-deux pavillons construits sur St Aubin de Blaye, les dix gérés par Gironde habitat ont trouvé preneurs alors que les douze dépendants d'EDF sont vides ! Et puis, des maisons vides se dégradent vite, ce qu'on peut vérifier avec les milliers de logements vides souvent depuis des années dans les grandes villes comme Bordeaux.

Visiblement EDF a vraiment des problèmes avec le bâtiment comme on le sait, de façon encore plus dramatique, avec la déconstruction de ses centrales, notamment les plus anciennes et plus dangereuses comme Braud St Louis par exemple !

J. R.

La privatisation à la poubelle !

Dans le nouveau plan propreté de la métropole (concernant l'ensemble de ses communes) il est prévu pour l'hyper centre de Bordeaux une externalisation de la collecte des poubelles ainsi que de l'ensemble de la propreté : passages balayeuses, entretien pistes cyclables, ramassage des feuilles...

Externalisation cela veut dire privatisation. Les salariés et leurs organisations syndicales ont voté contre ce projet à l'unanimité. D'autant que comme ils l'expliquent tout cela s'est fait sans aucune concertation. Toutes leurs propositions d'amélioration du nettoyage dans leur secteur (et ils sont bien placé pour en parler) sont rejetées sans discussions. Ils rappellent par exemple l'échec de la mise en place des bacs individuels dans l'hyper centre « On ne nous a pas écouté, on a vu le résultat » !

Un syndicaliste constate « un sondage [de la Métropole elle-même] indique que 79 % des habitants sont satisfaits ... c'est bien que les agents ne doivent pas faire leur travail si mal que ça ». Pourtant, ils sont ren-

Bulletin de santé encourageant

Grâce aux ordonnances Macron, le Medef Gironde est optimiste sur l'état de santé du patronat. Son président, Franck Allard, l'a fait savoir dans une conférence de presse mi-octobre « *Les chefs d'entreprises ont le moral, et ça compte* ». Addict aux perfusions d'argent public, il sait qu'il aura sa dose : « *Le CICE a pas mal marché mais on attend tous une baisse des charges* ». Et puis, pour bien guérir, il faut de l'empathie, de la bienveillance : « *On sent un œil nouveau qui nous regarde, comme si on voulait que la France avance avec les entreprises de terrain. C'est la première fois qu'on sent un gouvernement qui nous aime* ».

pus responsables des problèmes avec une bonne dose de mépris.

Cette « expérimentation » du privé doit se faire à partir de septembre 2018 et, explique Jean-Louis David de la mairie de Bordeaux, « *Le prestataire aura une obligation de résultats. On pourra voir ce qui est le mieux* ». Ce qui veut dire faire le meilleur travail possible, le moins cher possible ! S'ils le pouvaient ils délocaliseraient le ramassage !

Des « expérimentations » du même type ont lieu dans des arrondissements de Paris et de Marseille. Et ici sur la Rive Droite, la collecte et le tri sont déjà privatisés. C'est bien une politique de privatisation continue, partout, dans tous les secteurs. Le but n'étant pas bien entendu l'amélioration de la vie des populations mais d'être rentable en rognant sur les conditions de travail et les salaires. Et au passage de permettre à des patrons privés de se mettre de l'argent dans les poches.

Jacques Raimbault



En juin 2016, Juppé avait déjà fait appel à des sociétés privées pour ramasser les poubelles pour combattre la grève des éboueurs...

Handicap et accessibilité : ça traine toujours

Pour rappel, la loi Handicap promulguée le 11 février 2005 donnait dix ans à tous les établissements recevant du public pour se rendre accessibles. Le délai est largement passé et pourtant seuls 37 % des établissements sont à ce jour aux normes. Et de nouveaux délais de 3 à 9 ans sont accordés aux mauvais élèves.

S'il y a eu de grands progrès de faits (faut dire qu'on partait de tellement loin !) pour les grandes structures, nouvelles constructions, transports... nous sommes loin du compte. Sachant qu'il ne suffit pas de rendre un endroit précis accessible mais que c'est un parcours complet, l'ensemble des lieux qui doivent l'être. Sinon c'est l'effet « grain de sable » dans la machine !

Comme l'explique un jeune handicapé au journal *Sud ouest* le 30 septembre « *pour éviter les mauvaises surprises... il vaut mieux préparer en amont chaque déplacement... grande différence dans notre vie quotidienne avec les valides* ».

Il y a 12 millions de personnes concernées par le handicap dans le pays et toujours pas l'égalité complète de droits avec l'ensemble de la population. Et c'est même l'injustice et l'exclusion qui continuent à être la « norme » au sujet de l'éducation, du travail, du revenu, etc.

J.R.

Internationalisme

Michel Warschawski à Talence :

« Israël, une radicalisation décomplexée »

A l'initiative de Palestine 33 et de l'UJFP, Michel Warschawski, militant antisioniste israélien, est venu faire une conférence à Talence, sur l'évolution mortifère de la politique israélienne. Beau succès, nous étions une bonne cinquantaine, d'horizons militants ou associatifs divers.

Le point de départ est le constat que la politique israélienne connaît depuis quelques années un véritable tournant à droite, profitant du chaos moyen-oriental et maintenant de l'élection de Trump. On le sait, les dirigeants définissent Israël comme état Juif et démocratique, pas gênés par la contradiction ! Mais aujourd'hui, ce qui compte, c'est de renforcer le caractère juif (dans le sens cette fois de peuple, non de religion). Si les arabes israéliens sont dans les faits des citoyens de seconde zone, ce n'était pas inscrit dans la loi. C'est maintenant le cas ! Ainsi le fait de devoir prêter allégeance à l'Etat d'Israël comme Etat Juif : mesure discriminatoire vis-à-vis de non Juifs, elle ne concerne pas que la citoyenneté, mais entre autres l'allocation de ressources. Ainsi, un grand théâtre arabe de Haïfa a eu les subventions supprimées pour avoir programmé une pièce écrite par un prisonnier palestinien : il n'y avait pas allégeance !

Face à cette droite et extrême droite au projet bien défini (coloniser et intégrer à Israël de plus en plus de territoires palestiniens), avec un environnement géopolitique favorable, il n'y a pas une gauche, même au sens large, avec un autre projet. Pourtant Israël, pays riche, de tous les pays dits développés est celui où l'écart entre riches et pauvres est le plus grand ! 30 % des enfants sont sous le seuil de pauvreté ! Là aussi, la question sociale est évacuée par des enfumages identitaires et sécuritaires !

Restent deux bonnes surprises, même limitées : d'une part, la formation lors d'élections à la Knesset d'une liste arabe unie qui a bénéficié d'une bonne dynamique avec un écho parmi des Israéliens ayant appartenu au Mouvement de la Paix, aujourd'hui bien mort ; ce qui conduit Michel à considérer que, pour la première fois, un renouveau du mouvement social et politique en Israël peut venir de la partie arabe. Autre point, l'impact sur les responsables israéliens de la campagne BDS, le gouvernement s'en préoccupe et dépense beaucoup pour essayer d'allumer des contre-feux. Raison de plus, s'il en fallait, pour poursuivre et accentuer cette campagne.

J.-L. F.

Manifestation à Lannemezan : libération de Georges Ibrahim Abdallah !

Comme tous les ans, depuis trop longtemps, il y avait manifestation le 21 octobre à Lannemezan, de la gare à la prison, pour la libération de Georges Abdallah, prisonnier politique de la France, qui entame sa 34^e année de détention, bien que libérable depuis 1999 !

l'expulse, ce qu'elle refuse ! Pour des raisons politiques, sous la pression des Etats-Unis et d'Israël, ce qu'a dénoncé parmi tant d'autres Michel Warschawski, militant anticolonialiste israélien, en tournée dans le Sud Ouest. Vu par les autorités françaises, c'est la preuve que

répondant aux récriminations de l'extrême-droite et de la droite), ce qui ne peut manquer d'inquiéter, plus encore dans cette période de durcissement démocratique.

Nous étions environ 400, dans une manifestation vivante et motivée malgré une bruine persistante. A la revendication de libération de Georges, s'est ajoutée celle de Salah Hamouri, que Georges lui-même a exigé dans son message, lu à l'arrivée devant la prison. Prises de parole, slogans et chants ont suivi, ainsi qu'une présentation audio réalisée par une militante bordelaise en hommage aux enfants palestiniens incarcérés.

Au fil des ans, ce mouvement de solidarité ne faiblit pas, et le slogan « *il est de nos luttes, nous sommes de son combat ! Libérez Georges Abdallah !* » exprime bien son sens politique.

J.-L. F.



Blog G.Hanna

Le Liban, son pays d'origine, est prêt à l'accueillir, encore faut-il que la France

la prison à vie peut être effective (déclaration de l'ancien garde des sceaux,

Sciences-Po Bordeaux - Conférence-débat sur le Code du travail et la précarisation des femmes

Les 13 octobre, les associations étudiantes TCEPA ? (Toutes choses égales par ailleurs ?) et *S'exprimons-nous* de SciencesPo Bordeaux ont organisé une conférence-débat sur les évolutions du droit du travail et leurs conséquences en termes de précarisation des femmes.

Un représentant de la CGT Inspection du travail a rappelé que le Code du travail est le résultat de luttes qui aboutissent à des compromis entre les capitalistes et les exigences des travailleurSes, dans un contexte où ces dernierEs sont subordonnéEs et dépendantEs des premierEs.

Dans un premier temps, ce Code du travail a été structuré selon le principe de faveur dans la hiérarchie des normes, qui interdit à un patron au niveau d'une entreprise d'instaurer des normes moins favorables pour les salariéEs qu'au niveau de la branche ou de la loi. Mais le rapport de force s'inversant en faveur du patronat depuis les années 1980, le Code du travail a été constamment augmenté de dérogations aux principes qui protégeaient les travailleurSes, d'où l'hypocrisie du gouvernement qui pointe aujourd'hui sa « lourdeur » pour justifier sa nouvelle Loi Travail XXL.

Militante du Collectif bordelais pour les droits des femmes et du NPA, Mónica a ensuite souligné les graves répercussions de cette loi sur les femmes : précarisation dans le secteur des services où elles sont très présentes, possibles restrictions

sur les congés parentaux ou pour enfant malade de certains accords d'entreprise, disparition des Comités d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail (CHSCT) dont une des attributions était de défendre les victimes de violences sexuelles au travail, etc.

Elle a aussi rappelé que les droits et l'émancipation des femmes se gagnent par la lutte : par exemple, la Révolution russe – qui a d'ailleurs démarré avec une grève de femmes – a permis entre autres la légalisation de l'avortement et la contraception. Elle a ajouté qu'« *aujourd'hui, la classe ouvrière s'étant accrue, les femmes comme les hommes sont plus urbaines, instruites, moins arrimées à la terre et à la paysannerie. Cela permet de nouveaux mouvements qui font irruption en Pologne, aux Etats-Unis contre Trump, ou encore en Argentine avec Ni Una Menos* ».

Le débat qui a suivi a permis d'élucider le caractère de classe des attaques en cours sur le droit du travail : pourquoi l'État engage-t-il ces réformes ? Tout simplement parce qu'il défend les intérêts d'une classe capitaliste qui, prise dans la crise de son système et la concurrence internationale, ne trouve d'autre solution à court terme que d'intensifier l'exploitation des salariéEs et baisser les salaires.

R.L.N.

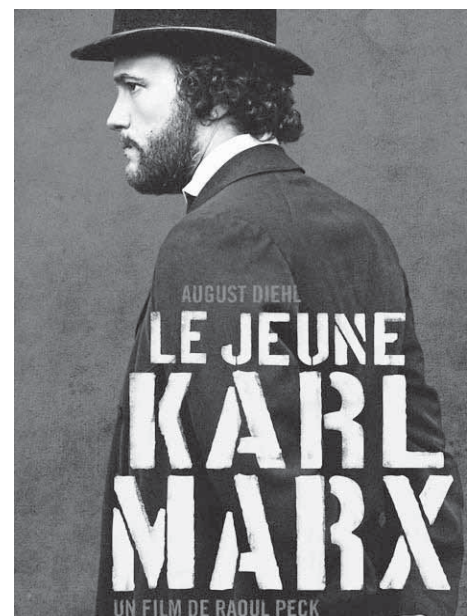
A l'Utopia autour du film *Le jeune Karl Marx*

Le 18 octobre, la salle de 225 places était comble à l'Utopia pour la soirée organisée par le NPA33 autour de la projection du film *Le Jeune Karl Marx* de Raoul Peck, suivie d'un débat avec Philippe Poutou et Jean-Jacques Rue, chroniqueur cinéma à *Siné Mensuel*.

Le public était majoritairement composé de jeunes, dont une bonne partie familier-e-s des manifestations contre la casse du code du travail.

L'évocation d'ouvrages des jeunes années de Karl Marx et Friedrich Engels, des débats politiques qui traversaient le mouvement ouvrier naissant à l'époque, ont probablement fait que les questions et les interventions du public ont essentiellement porté sur le contenu de la pensée marxiste et son actualisation : Qu'est-ce que le matérialisme de Marx par rapport aux autres matérialismes ? En quoi la notion de classe

permet-elle de mieux penser le monde d'aujourd'hui que celle de « peuple » ? Les exploité-e-s du Nord sont-ils les exploitateur-se-s du Sud ? Une révolution peut-elle ne pas finir en dictature ? La pensée marxiste permet-elle de résoudre la question de la maltraitance des animaux, la question écologique, la question migratoire, etc. ? Jusqu'à des interrogations sur les téléphones portables sont-ils une nouvelle forme d'aliénation ?... Une heure et demi de débat pour traiter toutes ces questions n'a pas vraiment suffi à mener la réflexion en profondeur, notamment sur les pistes de ce que pourrait être une société socialiste. Mais ça a été l'occasion pour Philippe et pour des camarades du NPA, de discuter avec les nombreux jeunes et toutes celles et ceux resté-e-s au débat de ce qui donne aujourd'hui toute son actualité au combat de Marx et d'Engels... et à la révolution.



De quoi continuer la discussion sur la pensée de Marx, mener « *la critique impitoyable de tout l'ordre établi* »¹, et donner des outils et perspectives à la nouvelle et jeune génération qui lutte à Bordeaux, avec toujours l'objectif de changer le monde, pas seulement de l'interpréter.

R. L.N.

1. Expression employée par Karl Marx dans une de ses *Lettres à Arnold Ruge*, 1843.

Actualité locale

Edouard Philippe et son « patron » Juppé...

Le premier ministre, ami et disciple de 15 ans de Juppé, dont il était le porte-parole lors de la primaire de la droite, est venu lui rendre visite vendredi 20 octobre, sous couvert de discuter logement. Visite largement commentée par la presse : on a ainsi appris que le premier ministre actuel se revendiquait de la politique du premier ministre de 1995 et qu'il l'appelle « patron » ; que ce dernier, pas en reste, considérait que « la relève est assurée »...

Edouard Philippe, qui a quitté le navire en perdition LR avec quelques autres à la première sollicitation de Macron, est venu montrer, à quelques jours de son exclusion de LR, qu'il conservait des « amis dans la famille » soucieux de s'afficher avec lui.

Un petit pas de deux dérisoire sur fond de crise politique au sein de la droite.



Virginie Calmels ou « l'ambition heureuse »



Les affaires semblent bien moins rouler entre Juppé et Calmels. Pour *le Figaro*, Calmels, c'est « l'ambition heureuse » : première adjointe à Bordeaux, vice présidente de la Métropole, ex candidate malheureuse à la présidence de la Région face à Rousset, ex dauphine de Juppé et son soutien à la primaire, elle a finalement rejoint Wauquiez, dans sa course à la présidence de LR dont elle deviendra, si tout va bien, vice-présidente...

Que Wauquiez représente aujourd'hui la frange la plus réac de LR n'est pas fait pour la troubler... Tout fait ventre... D'autant que les amitiés de son ex-mentor pour les intégristes de Saint-Eloi ne tranchent pas vraiment... Elle a quand même tenu à se démarquer un brin d'un autre soutien de Wauquiez, Sens Commun, qui ne cache pas ses sympathies pour Marion Maréchal Le Pen. « Si Sens commun tend la main au FN, il n'a rien à faire

dans notre famille politique » a-t-elle asséné il y a quelques jours. Bigre !

Les évolutions et les grenouillages de tout ce petit monde gonflé d'ambition sont anecdotiques... mais elles témoignent d'un glissement général dans lequel chacun-e tente de se positionner pour mieux servir les patrons et les riches...

D.M

Le « Matmut Atlantique » assure sa rente

La Chambre régionale des comptes a fait une étude sur le « Matmut Atlantique » (le grand stade de Bordeaux) : coût global 310 millions d'euros sur trente ans, dont 221,4 millions pour la construction du stade et les accès. Les 90 millions restants sont une estimation du coût de l'entretien et de l'exploitation, évalué à 3 millions par an. La Chambre écrit que « Les collectivités ont su ainsi ériger un modèle financier robuste [...] relativement peu onéreux et qui a la grande qualité d'associer le club résident à l'exploitation du stade ».

En réalité, cette prospective sur trente ans relève de la boule de cristal. Impossible sur une période si longue d'évaluer le coût réel si l'économie connaît une période de récession ou d'inflation forte, si le système financier s'effondre, si le public déserte le stade (c'est arrivé au Mans par exemple), si le club des Girondins, principal utilisateur, fait faillite, etc.

Mais qu'importe, les contrats sont là pour garantir que l'argent de la collectivité servira de vache à lait aux multinationales du BTP Vinci et Fayat engagées dans le partenariat public-privé avec la Métropole... pour elles, il s'agit effectivement d'un « modèle financier robuste ».

F.M.

**Souscription
NPA 2017**

Vous pouvez souscrire en ligne au <https://souscription.npa2009.org/>
ou par chèque à NPA souscription remis à nos militants ou envoyé à :
NPA souscription - 2 rue rue Richard Lenoir - 93100 MONTREUIL

Les dons ouvrent droit à une réduction d'impôts égale à 66% de leur montant, dans la limite de 20% du revenu imposable (art. 200 du code électoral)

Assises nationales de la mobilité : au point mort

Les transports sur la Métropole sont au bord de l'asphyxie : Embouteillages permanents, trams saturés aux heures de pointe, zones non ou mal desservies. Même le PDG de Dassault, soucieux que les salariés embauchent à l'heure, s'est fendu de sa critique dans *Sud-Ouest* contre Juppé qui ne fait rien...

Les « Assises de la mobilité » qui se sont tenues à Bordeaux le 24 octobre n'ont envisagé aucune solution, si ce n'est de confirmer que les transports doivent être de plus en plus privatisés : « *Le temps du financement intégralement public des infrastructures est révolu* » a déclaré, sans surprise, Bruno Lemaire. Le constat est simple : coupes dans les budgets pour entretenir les réseaux existants et pour construire



les infrastructures nécessaires. Seules pistes, du raccommodage ou des gadgets pour nous faire payer davantage, comme un « *péage intelligent* » sur la rocade aux heures de pointe. Très intelligent, en effet.

Derrière les discours de cet aréopage de ministres et dirigeants locaux, rien, si ce n'est la poursuite de la dégradation des réseaux faute d'entretien et de la galère quotidienne pour tous les usagers de la route, du train, des transports en commun.

Heureusement, Nicolas Hulot était présent pour élever les Assises « *Nos modèles de production, de consommation, de déplacements doivent être profondément repensés* ». Les problèmes vont être bientôt résolus...

F.M.

Les plus démunis continueront de profiter du transport gratuit sur Bordeaux Métropole !!

Tribune

En 1995, nos associations de chômeurs avaient négocié, déjà, la gratuité pour les plus démunis auprès de la mairie de Bordeaux, de la CGFTE et de la Cub. Et après une lutte exemplaire dans les bus de la CGFTE à l'époque, elles l'avaient obtenue pour toutes les personnes ayant un revenu égal ou inférieur à 70% du Smic. Cette gratuité a été valable sur les trams et les bus de Bordeaux Métropole jusqu'au 21 octobre 2017. Date à laquelle M. Juppé, Président de Bordeaux Métropole fait voter une délibération dite de « tarification sociale » qui programme la suppression de la gratuité pour les plus démunis. Or une vraie tarification sociale ne doit pas se faire au détriment de ceux qui pénalisés par le chômage bénéficient déjà de la gratuité sinon le terme « social » est inapproprié. Politiquement la droite bordelaise avait monté un habile traquenard pour faire payer aux plus pauvres l'extension d'une tarification modifiée à la baisse pour les plus aisées.

Le Collectif Transport 33 s'est alors constitué afin de reprendre le flambeau de la lutte pour la gratuité pour tous et toutes. Nous avons organisé différentes actions, envahissement de la plénière à Bordeaux Métropole, occupation de la permanence de M. Duprat, responsable transport de Bordeaux Métropole, à la Mairie de Saint-Aubin-de-Medoc, occupation de la Mairie de Mérignac pour interpellier M. Anziani, Vice président socialiste de Bordeaux Métropole, interpellation de tous les groupes politiques de Bordeaux Métropole et une occupation du Ccas de Bordeaux.

Nos différentes actions ont abouti et après des négociations actives avec les représentants de Bordeaux Métropole, il a été

décidé que toutes les personnes ayant un Quotient Familial inférieur ou égal à 450 auront accès au bus gratuitement, soit exactement 70 % du Smic ! La gratuité telle que nous la connaissons est donc sauvée.

En ce moment nous sommes en train de négocier avec Bordeaux Métropole la gratuité pour les Etudiants à faible revenu et nous attendons que les « responsables transport » nous présentent l'étude qui a été commandé suite à notre rencontre sur ce sujet. Nous avons en parallèle invité les organisations de jeunesse à une réunion le jeudi 26 octobre 2017 au local d'AC ! Gironde.

A l'heure où la mobilité devient un enjeu politique, on comprend aisément que le transport est un droit fondamental. Ce droit doit être partagé par tous. Des conditions d'accessibilité solidaire doivent être mise en place pour garantir à tou-te-s les citoyen-ne-s de ce pays son utilisation. Et si ce n'est pas le cas nous devons nous battre pour qu'elles existent. Nous ne pouvons admettre que les plus démunis d'entre nous soient exclus de ce droit. Et pour l'instant si nous avons maintenu l'existant, ce qui est déjà bien quand on considère l'ampleur de l'attaque sournoise que nous avons subie, la lutte continue.

Bordeaux le 25 octobre 2017, Joëlle Moreau AC ! Gironde

Le collectif transport est constitué des organisations suivantes : AC ! Gironde, APEIS, MNCP, ATTAC 33, DAL 33, Solidaires, Solidaires Sud Pôle emploi, PCF 33, NPA, RPS-Fiers, PG 33 (Comités 1,2 & 9), OPA, Hacktivisme, collectif citoyen BATAVIA.

Une fête sous le signe de la révolution



1^{er} panneau de l'expo. sur la Révo russe

Cette année, la fête du NPA 33 était placée sous le signe de l'actualité de la révolution, cent ans après celle de 1917. Elle a rassemblé autour de 200 personnes, une participation globale à la hausse et un plus grand nombre de participants aux différents débats.

Après un premier débat sur l'approfondissement de la crise dans le monde globalisé et l'actualité de la révolution, nous avons échangé sur les perspectives pour les luttes face à l'offensive de la bourgeoisie et du gouvernement de Macron. Le PCF, Ensemble, la FI (avec Loïc Prudhomme, son député de Gironde), l'Union locale CGT de Bordeaux Nord et AC ! avaient répondu à notre invitation. Nous avons pu échanger sur nos analyses de la situation, et sur la nécessité de construire un mouvement d'ensemble, par la convergence des luttes pour s'opposer au recul social et défendre nos droits. Nous avons pu prendre le temps de discuter de notre politique dans les syndicats, du parti à construire pour le monde du travail et la jeunesse. Il est apparu clairement qu'avec le PC et FI, nous divergeons sur la question du pouvoir et notre rapport aux institutions, au moment même où la FI faisait sa priorité à l'Assemblée de la bataille des amendements au budget 2018.

L'allocation de Philippe Poutou, illustrant la plupart des questions discutées dans les débats a été très suivie. Parmi les invités, il y avait aussi Nedjib Sidi Moussa venu présenter son livre *La Fabrique du musulman*.

La fête s'est terminée dans l'ambiance chaleureuse du repas antillais et du concert de Kei's Jazz band.

Christine Héraud

Che Guevara, ombres et lumières d'un révolutionnaire

Samuel Farber - Sylepse

Concis et argumenté, cet ouvrage est le bienvenu 50 ans après l'assassinat du guerrillero révolutionnaire. En toute solidarité avec son combat, Farber, militant d'extrême gauche cubano-américain, fait un retour critique sur l'homme, la période, à la lumière des mythes parfois persistants et de ce qu'est devenue Cuba à l'heure de la mondialisation actuelle.

Farber s'attache à toujours étudier son action et sa pensée dans son contexte, non à partir de sa phraséologie marxisante mais des faits. Che Guevara, et c'est là son drame, n'a jamais pu ni se lier au mouvement ouvrier qui était alors stalinisé. Dès le début, la guerrilla castriste qu'il rejoint ne cherche pas à s'implanter dans les villes ni à construire un parti ouvrier, mais à être l'avant-garde de la paysannerie en lutte pour des réformes démocratiques et le renversement de la dictature.

Comme le dit l'auteur, « pour beaucoup de révoltés (...), le Che est à la fois un ennemi radical et intransigeant du capitalisme, et du fait de son opposition aux partis communistes prosoviétiques, un révolutionnaire qui partage leur propre idéal d'une orientation politique révolutionnaire et antibureaucratique ». Mais aussitôt après la prise du pouvoir à la tête de la Banque puis du Ministère de l'Industrie de Cuba, le Che sera le défenseur d'un régime à l'égalitarisme autoritaire sous l'égide du parti unique de Castro.

Lorsqu'il quitte Cuba pour créer un foyer de guerrilla en Bolivie, Guevara va passer outre la volonté de l'allié soviétique de ne pas déstabiliser le statu quo entre les deux grandes puissances de la Guerre froide. S'il s'éloigne ainsi de Castro, il ne rompt ni avec sa conception du pouvoir, ni avec le nationalisme et la gestion autoritaire de l'économie d'un pays pauvre encerclé par le monde capitaliste.



Farber conclut à la lumière de cette expérience : « si le socialisme, c'est le pouvoir de la classe ouvrière et de ses alliés, il ne peut être réalisé que s'il s'accompagne de la démocratie la plus entière ».

Mónica

La bête qui sommeille - Don Tracy - Folio policier

Cette perle noire, trop peu connue, date de 1937. Publiée en 1951 dans la série noire, rééditée en 1998, elle trouve une résonance dans l'Amérique de Trump.

Dans ce petit port ostréicole perdu du Maryland, la Grande Dépression est passée par là et la vie n'est pas facile. Jim est un jeune noir qui dans un moment d'ivresse commet l'irréparable. Le récit, construit avec les codes d'une tragédie classique, déroule la montée progressive d'une hystérie collective avec au terme le lynchage, épouvantable, de Jim. Mais ce n'est pas le grand frisson que recherche l'auteur, même si l'émotion est considérable et nous atteint. Il y a une implacable mise en perspective du drame sous différents angles : sociologique, historique, et, plus rare dans le roman noir, politique. Deux syndicalistes communistes d'une grande ville se déplacent dans l'espoir d'empêcher le lynchage, ou au moins tenir un meeting.

Arrivés trop tard, ils comprennent vite qu'ils sont dans un autre monde, qu'ils ne peuvent avoir prise sur cette réalité ; juste constater que « le capitalisme entretient le lynchage » et déguerpier pour ne pas subir le même sort ! Au-delà d'un puissant réquisitoire contre le racisme, le roman est parcouru d'une fine lecture psychologique sur ce qui fait qu'une telle sauvagerie se libère et qu'au nom de la morale sont commis des actes hors de toute morale ; comment dans la mise en branle de cette foule en folie, les volontés et résistances individuelles semblent se dissoudre.

C'est le vent glacial qui avait conduit Jim à acheter une bouteille de whisky plutôt que des chaussures. Mais le lendemain « la petite boutique, la mer, les champs, les arbres composaient une image éclatante de beauté hivernale. Une image pleine d'un calme froid et patient ». La bête, repue, avait retrouvé sa somnolence, jusqu'à la prochaine fois.



Un livre qu'on ne lâche pas et qui vous hante longtemps après l'avoir refermé.

J.-L. F.

Petrograd Rouge, la Révolution dans les usines (1917-1918)

Stephen A. Smith - Les nuits rouges

Ce livre est un récit sur comment les ouvriers ont tenté « de prendre le contrôle de leurs vies laborieuses » dans la capitale avec la création de comités d'usine.



L'auteur montre qu'il s'agit d'une classe ouvrière fraîchement venue des campagnes, peu corporatiste. Plongée au début du siècle, dans de grandes usines modernes d'État ou privées, cette classe ouvrière nombreuse, concentrée, jeune, féminisée, s'est retrouvée opprimée sous le joug tsariste.

Sa révolte, avec celle des soldats et des paysans, sera la vapeur de la révolution. Bien plus éduquée que la paysannerie, elle se politisera avec les partis socialistes et au contact des plus radicaux d'entre eux, les Bolchéviks, au fur et à mesure que s'aggrave la guerre et que les socialistes au pouvoir tergiversent.

Les comités d'usine sont nés en février dans l'industrie de guerre, puis se sont étendus aux autres secteurs. Au début, ils cherchaient juste à faire tourner les usines, même pour l'effort de guerre.

Mais sous l'influence des bolchéviks, les ouvriers sont entrés en confrontation avec les patrons, d'où le développement

du contrôle ouvrier, d'abord dans le cadre de la gestion capitaliste, en ouvrant les livres de comptes, en trouvant et organisant le travail, en empêchant les licenciements, l'absentéisme, puis à la place des patrons, quand ils se sont enfuis en sabotant les usines. Ce seront des ouvriers très peu qualifiés qui, en se battant pour leur survie, vont prendre en main les usines jusqu'à s'emparer du pouvoir.

Mais l'isolement de la révolution, les masses d'ouvriers obligés de partir survivre à la campagne ou volontaires dans l'Armée rouge (Petrograd a perdu les 2/3 de sa population à la fin de la guerre) a vidé les comités d'usine de leur substance démocratique et subversive. Ce sont des syndicats bientôt bureaucratisés qui prendront leur place.

Un ouvrage fourmillant de faits, qui illustre l'immense capacité d'organisation révolutionnaire de la classe ouvrière.

Mónica

Entretien avec des militantes féministes de Memorarte



Astrid et Catalina font partie de cette association de brodeuses chiliennes, continuatrices de l'art populaire de « l'arpillera » qui a servi à de nombreuses femmes de quartiers populaires à dénoncer la dictature de Pinochet. Elles étaient de passage à Bordeaux pour un hommage à Violeta Parra, chanteuse chilienne engagée. Dès qu'elles ont appris la manifestation du 30 septembre, elles ont transformé une banderole brodée qu'elles avaient portée au Chili lors d'une manifestation en août, en y mettant à la place de « *Avortement libre et gratuit !* », le slogan de la manif en France : « *Avortement, les femmes décident* ».

Anticapitalistes 33(A33) : *Selon la presse, en août dernier, Michelle Bachelet, la Présidente socialiste du Chili, a enfin légalisé l'avortement. Qu'en pensez-vous ?*

Astrid : Personnellement, je pense qu'elle a une position un peu hypocrite. D'un côté, elle dit légaliser l'avortement, mais seulement en cas de malformation du fœtus, de danger pour la mère ou de viol. Ce qui signifie son interdiction dans tous les autres cas. Cela fait deux mandatures qu'elle dit défendre les droits de femmes alors qu'elle sait très bien que des milliers de femmes souvent jeunes doivent avorter clandestinement au péril de leur vie. Sous son gouvernement, des femmes ma-

puches (communauté indigène opprimée) emprisonnées ont dû accoucher enchaînées...

En plus, avec la nouvelle loi, les médecins qui ne veulent pas pratiquer d'avortement peuvent toujours avancer leur « objection de conscience ».

A33 : *Comment les femmes faisaient-elles pour avorter jusqu'à présent ?*

Astrid : Comme l'avortement était totalement interdit depuis la dictature de Pinochet (1973-1990) et sous la Concertation (gouvernements du centre et de gauche qui ont suivi), les femmes ont dû se débrouiller clandestinement. Elles avalaient du céleri, des herbes, se servaient d'aiguilles à tricoter pour les plus pauvres, les plus riches allant dans des cliniques privées pour une « appendicite », toujours sous la menace d'une dénonciation de leur gynécologue, avec des peines de prison à la clé !

Avec le temps sont nés des réseaux d'entraide sur internet comme celui de l'asso clandestine « Avec les amies et à la maison » qui fournissaient de l'info et accompagnaient celles qui voulaient avorter de façon sûre et discrète. Mais il y a toujours la douleur de la femme qui subit la pression pour être mère, qui a un enfant non désiré et souffre même si elle l'aime car ce n'était pas son choix, elle n'est pas libre de disposer de son corps...

A33 : *Et maintenant ?*

Catalina : Si depuis 2 ou 3 ans, les femmes ont moins peur, c'est grâce à la mobilisation, avec des ateliers d'info dans des squats, sur les réseaux sociaux et par des militants dans les foires, et surtout avec le mouvement Ni Una Menos (cf. Anticapitalistes N°74). Certain-e-s discutent même de l'autogestion de la sexualité et des droits reproductifs en essayant de s'adresser aux plus pauvres, à celles qui n'ont pas internet...

Propos recueillis par Mónica

25 novembre contre les violences faites aux femmes

La date a été choisie en Colombie en 1981 par des militant-e-s des droits des femmes, en hommage aux trois sœurs Mirabal, combattantes contre la dictature de Trujillo en République dominicaine, assassinées à la machette le 25 novembre 1960 après avoir été emprisonnées, battues et violées. C'est devenu pour le mouvement féministe la « *journée internationale pour l'élimination des violences faites aux femmes* ».

Car les violences faites aux femmes au quotidien, comme celles révélées depuis l'affaire Weinstein, avec la libération de la parole dans les réseaux sociaux, lors de rassemblements le 29 octobre, sont bien réelles.

Elles ont lieu tout autant au foyer qu'au travail, et d'autant plus que le harceleur est en situation d'autorité. Elles sont le produit de relations humaines violentes, perverses par le pouvoir et l'argent dans une société de classe.

Contre elles, la mobilisation s'accroît dans le monde, comme avec Ni Una Menos en Argentine. Elles ne pourront être combattues par les femmes seules, ni sans remettre en cause le système capitaliste.

Venez en discuter à la soirée du NPA 33

Vendredi 24 novembre à 18h 30 au local à Bordeaux.

Le Collectif Bordelais pour les Droits des Femmes appelle à un rassemblement Samedi 25 novembre à 15h Place de la Comédie à Bordeaux.